

VOIRON

Militaire en Polynésie, tout près des essais nucléaires

Claude Jars a reçu, le 1^{er} novembre, la médaille de la Défense nationale pour son engagement en Polynésie française à la fin des années 1960. Une reconnaissance qui sonne quand même creux, près de 60 ans après un scandale sanitaire encore méconnu.

Claude Jars était un jeune homme de 20 ans quand il a découvert la Polynésie française, en 1967. Un décor idyllique dont il garde des clichés sur lesquels ses camarades et lui ont le teint hâlé et le sourire aux lèvres. 55 ans plus tard, même si la carte postale reste radieuse dans son esprit, la réalité de cette étape de sa vie l'a rattrapée il y a longtemps déjà. Car Claude Jars, au sein de la section du génie de la 2^e compagnie du 5^e régiment mixte du Pacifique, a vécu les essais nucléaires français en Polynésie de près. En 1967, le jeune Isérois découvre ce territoire ultramarin par Papeete.

« Rapidement, plusieurs sont tombés malades... »

Rapidement, il est envoyé à Mururoa, l'un des deux atolls qui a permis d'expérimenter l'arme nucléaire. « On ne savait pas grand-chose », se souvient Claude Jars. Il est évidemment au courant des essais, mais la communication sur les risques sanitaires est inexistante. « À Mururoa, on nous a simplement dit de ne pas pêcher, et si on se baignait, de ne pas poser les pieds au sol », se remémore-t-il, certain qu'aucun contrôle de santé n'a été effectué sur place.

Alors qu'il est stationné dans l'archipel des Gambier, Claude Jars est blessé au pied, il part faire des radios à Mururoa. Plâtré jusqu'au genou, il est tout de même envoyé au travail, dans la centrale à béton au plus près de la zone des essais... « J'avais la tenue de protection blanche, avec gants et masque, mais mon pied avec le plâtre ne passait pas, donc on dé-



Claude Jars, vétéran des essais nucléaires en Polynésie, a été enseignant au lycée professionnel de Voreppe pendant trente ans. Photo Le DL/M.L.

coupait ma combinaison et on m'entourait la jambe avec un sac plastique ». Claude Jars a passé quinze jours dans ces conditions déplorables, dans des zones ultra-contaminées... « Tous les soirs à la décontamination, on me refaisait le plâtre parce qu'il était contaminé ». L'Isérois passe encore quelques mois en Polynésie, à travailler pour le génie, avant de rentrer en métropole.

Alors qu'il a vécu plusieurs autres vies après l'armée [lire par ailleurs], le Rhônalpin n'a jamais perdu de vue ses anciens camarades. « Nous étions beaucoup de la région, on se retrouvait régulièrement à Lyon. Rapidement, sur la trentaine que nous étions, plusieurs sont tombés malades. Les premiers sont morts six ou sept ans après notre retour ». Il se souvient notamment de l'un de ses amis qui s'est marié et est mort deux ans après d'un cancer. Devenu enseignant dans l'hôtellerie, l'appelé d'alors dit avoir « fait le lien » avant les premiers travaux journalistiques sur le sujet. « Après Tchernobyl », ce fut en-

naissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français a été promulguée en 2010 – 44 ans après les premiers essais à Mururoa – le tableau n'est pas rose. Il ne faut pas très longtemps pour découvrir, sur internet, des témoignages de personnes déboutées de leur demande d'indemnisation. La liste des maladies reconnues comme radio-induites comme des cancers, des leucémies, ne fait pas non plus l'unanimité auprès des victimes.

Un risque qui fait aujourd'hui « partie du tableau général »

« Cela fait cinq ans que je n'ai que des emmerdes, dit, las, Claude Jars. La goutte, la maladie de Lyme, j'ai fait aussi un coma diabétique et cette année, j'ai fait un infarctus. On sait aujourd'hui que les problèmes cardiaques peuvent être liés à l'exposition à la radioactivité ». Claude Jars ne veut pas tomber dans le mélodrame, les conséquences de son séjour en Polynésie « ne m'ont pas obsédé, cela fait partie du tableau général... », dit-il. Et d'assurer : « Globalement, je ne vais pas me plaindre, j'ai eu une belle vie. Mais quand on se voit avec les copains, on se dit systématiquement : "Quand est-ce que je vais avoir mon cancer ?" On espère passer au travers... »

Marine LANGEVIN

➤ Renseignement en Afrique, enseignement à Voreppe

Après l'armée, Claude Jars obtient un poste de steward dans la compagnie aérienne UTA (aujourd'hui disparue). Il voyage beaucoup, notamment en Afrique. Et là, son histoire prend un tour inédit. Il dit avoir été contacté par des services d'État pour récupérer « des renseignements »... Alors qu'il envisage de s'installer à Abidjan, son profil intéresse. « Pendant un an ou deux, il n'y a rien eu de spécial, juste des petits renseignements à fournir. Je n'étais pas James Bond ! » Toutefois, il glisse avoir mangé à la table de chefs d'État de l'époque. Il raconte aussi une histoire singulière. Alors qu'on lui demande d'aller à Accra, au Ghana, puisqu'un coup d'État semblait s'y préparer, il n'a pas le temps de voir la crise venir. « On était bloqués dans la résidence de l'ambassadeur, il y avait des chars en ville ». L'ambassadeur de l'époque, c'était Bernard Anthonioz, ancien résistant, qui était marié à Geneviève de Gaulle, nièce du général, elle aussi résistante. « Dans la nuit, elle nous a fait à manger, se souvient-il. Aujourd'hui, je me dis qu'une dame qui repose au Panthéon m'a cuisiné une omelette... » L'Isérois raconte ensuite l'assignation à résidence avant son expulsion du pays. Il parle aussi, plus tard, de renseignements pris auprès de Rolf Steiner, un mercenaire, dans le Biafra... Impossible de vérifier ses dires, même si les dates et lieux évoqués sont probants. « Je savais que ce serait passager dans ma vie », dit-il simplement. Finalement, après ces années africaines, Claude Jars rentre en région grenobloise, où il avait fait l'école hôtelière. On le fait entrer au lycée professionnel de Voreppe, aujourd'hui Portes de Chartreuse. Il y devient responsable de l'internat durant treize ans, et y enseigne pendant trente années le service, la restauration, la sommellerie. Plus tard, comme pour épicer encore son parcours, l'Isérois s'est essayé à la poésie : il a sorti deux recueils.

M.La.

ARANDON-PASSINS

Opération sensibilisation contre l'arrivée de réacteurs EPR au Bugey

L'association Sortir du Nucléaire (SDN) Bugey a mené, samedi 12 novembre, une opération au rond-point de l'Intermarché de Passins contre le projet d'implantation de deux réacteurs EPR sur le site nucléaire de Bugey, à l'horizon 2030-2035, projet soutenu par une majorité d'élus locaux selon l'association.

« Qu'est-ce qu'on va laisser aux jeunes générations ? »

Parmi les militants présents, Jean-Pierre Collet, Yves François et Claude Bouvier. « Étant des anciens combattants de Superphénix, là, on repart sur une même démarche avec une technologie qui ne marche pas, martèle Yves François. Qu'est-ce qu'on va laisser aux jeunes générations ? » L'argument écologique avancé par les pronucléai-



L'association Sortir du Nucléaire a organisé une "action rond-point" à Arandon-Passins contre l'implantation de deux réacteurs EPR sur la centrale de Bugey. Photo Le DL/Lisa RODRIGUES

res et partisans des EPR ne les convainc pas. « S'il y a vraiment urgence climatique, les EPR, c'est pas avant 15 ans qu'ils arrivent. Qu'est-ce qu'on va faire dans l'intervalle ? », demande Jean-Pierre Collet. « Quand on regarde l'évolution climatique, on ne peut pas laisser tomber une dé-

cennie », renchérit Claude Bouvier.

Le trio pointe également les risques pour la population. « Sur fond de conflit en Ukraine, on voit que les centrales sont des cibles et deviennent des bombes, souffle Jean-Pierre Collet. On est contre ce projet qui va mettre en péril la population. »



Claude Jars (au milieu) a été envoyé en Polynésie au moment des essais nucléaires, en 1967. Photo archives personnelles Claude JARS